

Dears,

In the meeting of the groups of solidarity with East Timor, last September in Paris, we reaffirmed the interest on to persuade the Portuguese State, as administering power, to assume its own responsibilities in the question of East Timor. We planned, clearly, a concrete intervention on presidential elections's level. It will take place the first week of next year.

The portuguese groups of solidarity presented in Paris - CDFM and "A Paz É Possível em Timor-Leste" - compromised themselves to send informations to the other groups, about this matter and some suggestions about how to develop this action.

Here include we send you a small explanation about the elections to the Presidency of the Portuguese Republic, as a small contribute for you could understand the context of this act.

We suggest that in each country, in view of your own possibilities, you write a letter, adressed to the candidates and subscribed by some "important personalities (politicians, deputies, intellectuals, artists, etc).

The contents of the letter should show clearly the responsibility of Portugal in the leading of an external politician that allowed to find a respecter solution of the rights of the timorese people and, specially, the right of self determination and independence (as it is included in the portuguese Constitution); it should also insist to the portuguese State to pledge the participation of the representants of the timorese people in the negotiations between Portugal and Indonesia in the ambit of the resolution 37/30; finally, it should ask how thinks the candidate (in case of being elected) to manage his rule in the solution of the East Timor's problem.

These items are only some suggestions.

The letters must specify that we can use it for public divulgation and in this sense, a copy must be sent to CDFM and another one to the correspondent of ANOP (Portuguese Agence Press) in each country(or town). Here include the list of their names and respectif phone numbers).

Finally, the letters must arrive to Lisbon during the three first weeks of January (until January 15).

Any explanation can be given, writting to CDFM/Carminda.

Warm regards,

Correspondentes da ANOP

<u>Cidades</u>	<u>Nome/Corresp.</u>	<u>Nº Telefone</u>
Roma	Carlos Carvalho	- 5786357
Amsterdão	Margarida Silva Dias	- 851464
Sydney	José Cristelo	- 3315913
Bruxelas	Esteves Martins	- 5570351
Bona	Pedro Varanda de Castro	- 1408059
Londres	Paulo Camacho	- 9408630
Paris	Álvaro Norna	- 42302640
Genebra	Luís Esteves	- 497608
Estrasburgo	Fernanda Gabriel	- 514961
Madrid	Manuel Lopes	- 4424308
Washington	José Ricardo	- 6554000
Joanesburgo	Ricardo Branco	- 7142591
Praia	Rui Parracho	- 534
S. Tomé e Príncipe	- Carlos Teixeira	- 21062
Luanda	Jorge Heitor	- 44376
Maputo	Luís Magalhães	29448
Macau	Fernando Garcia	87864
Guiné-Bissau	Salvador	213760

ASPECTS NÉGATIFS

- La passivité générale et habituelle de la diplomatie portugaise sur ce point, dans les contacts bilatéraux.
- Le déroulement des négociations Portugal-Indonésie.
Le rapport du SG qui ne reprend que les thèses indonésiennes montre bien la passivité portugaise car ces thèses sur la liberté religieuse, le respect de l'identité ethnique et culturelle des timorais et les conditions socio-économiques ne correspondent pas à la réalité.
- La non-utilisation du recours aux organismes internationaux:
 - Parlement Européen (Droits de l'Homme et des Peuples)
 - Tribunal de la Haye (cas du pétrole de la mer du Timor)
 - Organismes économiques de la CEE (IGGI pour pressions l'Indonésie par ses bailleurs de fond)...

Adresses:

1er. Ministre Cavaco Silva
Palácio de S, Bento
1200 Lisboa

Ministre des Affaires Étrangères
Ministério dos Negócios Estrangeiros
Largo do Rilvas
1200 Lisboa

NOTE SUR LA POLITIQUE PORTUGAISE

SUR LE TIMOR ORIENTAL

PRINCIPE FONDAMENTAL

- Portugal est responsable envers le peuple de son ancienne colonie.
- Cette responsabilité est clairement affirmée dans la Constitution Portugaise (Art. 171)
- Elle continue à être reconnue par l'ONU même après le vote de la résolution 37/30 qui a aussi confié au SG le mandat de rechercher une solution dans le cadre des principes et résolutions de l'organisation.
- Cette responsabilité est partagée par les autres membres de l'ONU et il faut le leur rappeler.

ASPECTS POSITIFS

- Les récents discours du Président Eanes et du MAE Jaime Gama devant l'Assemblée Générale de l'ONU.
- Les rencontres avec le représentant du Fretilin à New York.
- Les protestations contre les déclarations du 1er. Ministre australien (Sept.85) sur la souveraineté indonésienne sur Timor Est.
- Le démenti aux déclarations du MAE indonésien, Mochtar Kusumaatmadja, lorsqu'il affirmait que Portugal s'acheminait vers la reconnaissance de la souveraineté indonésienne sur le Timor Est (Nov. 85).

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AU PORTUGAL

Janvier 1986

1. Après les élections législatives du 6 Octobre et les municipales du 15 Décembre les élections présidentielles seront importantes pour la définition de la politique portugaise dans les années prochaines.

2. Ces élections ont lieu dans un contexte qui leur donne relief particulier du point de vue institutionnel: le général Ramalho Eanes, Président de la République ces dernières 10 années ne peut se représenter aux suffrages; son désir de se maintenir politiquement actif l'a amené à appuyer une nouvelle formation politique, le Parti Rénovateur Démocratique (PRD - 18% aux élections législatives du 6/10/85) et à "lancer" et appuyer un des candidats à la Présidence de la République (Salgado Zenha); le contexte est encore marqué par la chute du Parti Socialiste (PS) le 6 Octobre (20% des votes contre 36% en 1983) et l'accès du Parti Social Démocrate (PSD) au rang de premier parti portugais (30% des votes contre 27% en 1983).

3. La date des élections aura lieu le 26 Janvier 1986.

4. Timor Est n'a pas été un thème important des élections législatives. Jusqu'ici aucun candidat à la Présidence ne s'est prononcé sérieusement, eu tant que candidat, sur ce problème bien que deux d'entre-eux aient été en contact permanent avec ce dossier - Mário Soares, comme Premier Ministre et Maria de Lourdes Pintasilgo, comme Conseillère du Président de la République pour la question du Timor. Constitutionnellement c'est au Président, en union avec le

le Gouvernement, qu'il appartient de définir la politique à suivre en relation à Timor Est. La Constitution de la République Portugaise dit le suivant:

- Art. 171: " 1. Le Portugal continue lié aux responsabilités qui sont les siennes, en accord avec le droit international, de promouvoir et garantir le droit à l'indépendance du Timor Oriental.
2. Il appartient au Président de la République et au gouvernement de pratiquer tous les actes nécessaires à la réalisation des objectifs exposés dans le paragraphe ci-dessus.

5. Le cadre des candidats semble être fixé. Il y a 12 candidats. Quatre seulement sont de véritables concurrents. Parmi les autres signalons toutefois Ângelo Veloso, candidat du Parti Communiste Portugais (PCP) qui désistera certainement en faveur de Salgado Zenha. Par ordre d'entrée en campagne les quatre candidats principaux sont:

6. Maria de Lourdes Pintasilgo

Elle a occupé quelques fonctions dans l'appareil de l'État avant le 25 Avril 74. Depuis la chute de la dictature elle a été Ministre des Affaires Sociales et 1er. Ministre en 1981. Depuis, et jusqu'à maintenant, elle a été Conseillère du Président de la République pour la question de Timor. Elle a été à la base de la formation du MAD (Mouvement pour l'Approfondissement de la Démocratie). Elle possède une large expérience internationale, en particulier comme représentante de Portugal à l'UNESCO. Indépendante, sa candidature n'est appuyée pour aucun parti politique. Elle jouit d'appuis au sein du PRD, du PCP, du PS et de la "gauche indépendante" mais elle pourra obtenir des votes à presque tous les partis et à de larges secteurs catholiques.

7. Freitas do Amaral

Considéré avant le 25 Avril comme le dauphin de Caetano. Après la chute de la dictature il est l'un des fondateurs et le principal diri

geant du Centre Démocratique et Social (CDS). Il fut avec Sá Carneiro l'un des instigateurs de l'Alliance Démocratique (AD), coligation de droite. En 1984 il se démit de toutes ces fonctions en vue de l'élection présidentielle. Sa candidature est appuyée par le CDS et le PSD, bien que certains secteurs de ce parti le refusent. Il pourra obtenir le vote des catholiques les plus conservateurs.

8. Mário Soares

Anti-fasciste sous l'ancien régime. Fondateur et Secrétaire général du PS, fonction qu'il vient d'abandonner pour poser sa candidature. Membre important de l'Internationale Socialiste il y a assumé un rôle des plus conservateur et pro-américain. Son image a été fortement dévalorisée par son passage au gouvernement (10/83 à 11/85) et il a subi une véritable déroute aux dernières législatives. Appuyé seulement par son parti il recueillera aussi quelques votes du PSD.

9. Francisco Salgado Zenha

Ancien dirigeant du PS dont il a été le numéro 2. Des divergences avec Mário Soares en particulier sur le refus d'appuyer la candidature du général Eanes en 1980; écarté des postes de responsabilité du parti il vient de sortir du parti pour commencer la campagne électorale. Il est appuyé par le Président Eanes, par une grande partie des dirigeants du PRD, par la direction du PCP, par quelques militaires et figures de prestige national. Il recevra aussi des votes de certains secteurs du PS et de la "gauche indépendante"

Adresses of the Candidats

Maria de Lourdes Pintasilgo

Rua Luciano Cordeiro, 24 A/B
1000 Lisboa

Francisco Salgado Zenha

Rua da Misericórdia, 17
1200 Lisboa

Mário Soares

Praça Duque de Saldanha, 28
1000 Lisboa

Freitas do Amaral

Rua de Santa Catarina, 2
1200 Lisboa